

# Les eurodéputés dénoncent l'inaction des Etats sur la migration

## LE RÉSUMÉ

De vifs débats ont eu lieu au Parlement européen sur la **crise migratoire** suite au refus de l'Italie d'accueillir l'**Aquarius**.

Les députés ont fustigé l'**incapacité de décision des États européens** sur les questions migratoires.

VINCENT GEORIS  
À STRASBOURG

Les députés européens avaient prévu de débattre mardi des priorités du prochain sommet des chefs d'État ou de gouvernement de l'UE, fin juin à Bruxelles, comme la zone euro, le budget et la défense. Il n'en fut rien. Le sort de l'Aquarius et des 629 migrants à son bord a court-circuité l'agenda.

Un grand nombre de députés, à droite comme à gauche, ont qualifié de «honte» et de «scandale» le refus du gouvernement italien de laisser l'Aquarius accoster en Italie.

«Il y a au moins une chose sur laquelle

vous devriez arrêter de parler et décider, c'est la crise migratoire», a tonné le chef de file des libéraux Guy Verhofstadt (ALDE), dénonçant l'incapacité des 28 dirigeants de l'UE à réformer le Règlement de Dublin malgré trois années de palabres. «Plus de 10.000 migrants sont morts noyés depuis le début de cette législature et plus de 800 depuis le début de l'année», a-t-il dit.

Le Règlement de Dublin détermine à quel État échoit l'examen d'une demande d'asile. En principe, il s'agit de celui d'arrivée. L'Italie et la Grèce ont subi, à cause de cette règle, toute la charge de la crise migratoire, la plupart des migrants fuyant la guerre en Syrie, l'instabilité en Libye, en Afghanistan, au Pakistan et la misère en Afrique.

Le Parlement s'est accordé sur une réforme du système, en coordination avec la Commission Juncker mais les Vingt-Huit rechignent à prendre une décision. Certains États, comme l'Autriche et les anciens pays de l'est, refusent les quotas obligatoires des réfugiés, une disposition visant à répartir entre Européens le

poids de la migration au nom du principe de solidarité.

## Verhofstadt menace d'aller en justice

Guy Verhofstadt a remis les pendules à l'heure. «Si les dirigeants européens n'acceptent pas de réformer notre système européen commun en matière de migration et de droit d'asile lors de la prochaine réunion du Conseil, nous devons traduire le Conseil devant la cour en vertu de l'article 265 du traité pour inaction», a-t-il menacé.

Les élus socialistes et écologistes sont allés dans le même sens. «Il faut rappeler les chefs d'État à leurs devoirs», dit l'Allemand Udo Bullmann, président du S&D. «Chers gouvernements, cela fait deux ans que la réforme de Dublin est sur votre table. C'est une honte que rien n'ait changé», renchérit l'Italienne Elly Schlein (S&D).

«Le Conseil européen souhaite l'immobilisme. Limiter le salaire des banquiers, c'était populaire. Accueillir des migrants, ça ne l'est pas», regrette Philippe Lamberts, coprésident des Verts. «Matteo Salvini n'est que l'expression de sa xénophobie. Mais n'oublions pas

que Malte n'a laissé personne entrer», affirme Ska Keller (Verts, allemande).

Le PPE (centre droit), le parti le plus important de l'hémicycle, est tiraillé par la présence en son sein du Fidesz, du Premier ministre hongrois Viktor Orban, qui a fait de la lutte contre les migrants son cheval de bataille. «Je me félicite de la décision espagnole concernant l'Aquarius, mais personne en Espagne n'envisage de retirer les clôtures de Seuta qui empêchent les migrants d'entrer», dit Manfred Weber, le président du PPE. Il suggère «la création de hotspots en Libye» pour accueillir les migrants avant qu'ils ne traversent la mer. Une idée peu réaliste vu l'instabilité régnant dans le pays.

Les débats sur cette crise se poursuivront mercredi, le point ayant été ajouté à l'ordre du jour.

L'Aquarius, après avoir attendu 36 heures entre la Sicile et Malte, a pris mardi la route pour l'Espagne. Le voyage doit durer quatre jours. La traversée s'annonce périlleuse, le navire étant surchargé. Il sera accompagné de deux bateaux italiens sur lesquels des migrants ont été transbordés.

## BUDGET

### 35 MILLIARDS POUR GÉRER LA MIGRATION

La Commission européenne a proposé mardi de tripler le budget de la période 2021-2027 qui sera consacré à la gestion des migrations et des frontières, pour atteindre **34,9 milliards d'euros** contre 13 milliards lors de la période 2014-2020. Ce renforcement budgétaire vise à «davantage sécuriser nos frontières extérieures, continuer à accorder une protection à

ceux qui en ont besoin, mieux soutenir la migration légale et les efforts d'intégration, lutter contre la migration irrégulière, et assurer le retour effectif et rapide de ceux qui ne bénéficient pas du droit de séjour», explique **Dimitris Avramopoulos**, le commissaire pour la Migration. La plus grande partie, 21,3 milliards, ira à la **sécurisation des frontières**. Les montants desti-

nés au financement de la **gestion des migrations seraient accrus de 51% à 10,4 milliards d'euros** au titre de «fonds Asile et migration» (FAM), dont l'objectif est de soutenir les efforts des États dans l'accueil de la migration légale, l'asile et la lutte contre la migration irrégulière. La Commission propose aussi d'octroyer plus de moyens à **l'Agence européenne de**

**garde-frontières et de garde-côtes**.

Dimitris Avramopoulos estime aussi qu'il est temps que les États prennent une décision sur le Règlement de Dublin. «**Endossez vos responsabilités**», a-t-il lancé aux Vingt-Huit. **V.G.**